

LES MEMBRES DU COLLECTIF « ENSEMBLE CONTRE LA TRAITE DES ETRES HUMAINS »



01 45 49 52 21 / contre.la.traite@secours-catholique.org / www.contrelatraite.org



COMPTE-RENDU DE LA RENCONTRE DU COLLECTIF DU LUNDI 5 OCTOBRE 2015 ACTUALISE AU 23 NOVEMBRE 2015

Paris, le 23 novembre 2015

- 1. Elargissement du Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains ».** Décision concernant la demande de L'Association « Les Amis du Bus des Femmes », d' « Equipe d'Action Contre le Proxénétisme » et de la « Cimade ». Demande en attente d'une autre association « Aux captifs la libération ».
- 2. Rencontres institutionnelles.** Avec le Cabinet du Ministre de l'Intérieur. Avec le Cabinet du Président de la République. Avec la Coordinatrice de l'Union européenne contre la traite des êtres humains. Suite du plaidoyer auprès du Comité des droits de l'enfant de l'ONU, à Genève et rencontre avec le ministère des affaires sociales et de la santé – affaires européennes et internationales. Groupes de travail de la MIPROF : l'exploitation au travail (avec CCEM et OICEM) ; la traite des mineurs, avec Hors la Rue et Secours Catholique ; la traite à des fins d'exploitation sexuelle, avec Amicale du Nid et AFJ ; l'élaboration d'outils de formation, avec Secours Catholique et Hors la rue ; le développement des données statistiques.
- 3. La traite des mineurs en France :** réalisation d'un court métrage.
- 4. Journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains :** un communiqué du Collectif
- 5. Informations sur divers colloques, formations sur la thématique « Traite des êtres humains »**

Agenda :

Judi 8 octobre 2015, à 16h : Réunion de travail sur le court-métrage : présentation du scénario

Dimanche 18 Octobre 2015 : Journée européenne de lutte contre la Traite des êtres humains

Mercredi 4 novembre, à 16h : Réunion de travail sur le court métrage : finalisation du scénario

Mardi 17 novembre : Réunion de travail sur le court métrage : comment l'utiliser ? Quels outils autour du film ?

Mardi 1^{er} décembre, de 9h30 à 12h30 : Réunion plénière au Secours Catholique, 106 rue du Bac, 75007 Paris, salle des administrateurs

**COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU COLLECTIF « ENSEMBLE CONTRE LA TRAITE DES ETRES HUMAINS »,
DU LUNDI 5 OCTOBRE 2015 ACTUALISE AU 16 NOVEMBRE**

1. ELARGISSEMENT DU COLLECTIF « ENSEMBLE CONTRE LA TRAITE DES ETRES HUMAINS »

Avis du Collectif sur les demandes des associations souhaitant entrer dans le Collectif :

Suite à la présentation le 10 septembre 2015 des associations demandant à entrer dans le Collectif [L'Association Les Amis du Bus des Femmes. Equipe d'Action Contre le Proxénétisme. La Cimade], les membres du Collectif ont été invités à s'exprimer sur ces demandes et à donner leur accord ou leur refus.

Au terme du tour de table,

La CIMADE et l'Association « Les Amis du Bus des Femmes » rejoignent le Collectif.

L'association Equipe d'Action Contre le Proxénétisme (EACP) n'est pas actuellement retenue. Le Collectif Ensemble contre la Traite des êtres humains précise que la non intégration de EACP ne signifie pas un refus définitif. L'association, jugée encore peu expérimentée sur le plan de la lutte contre la traite des êtres humains pourra, si elle le souhaite, poser à nouveau sa candidature.

A suivre

Les associations candidates ont été averties de la décision du Collectif.

Nouvelle demande d'intégration au Collectif

Par ailleurs, n'ayant pu être présent le 10 septembre 2015 à la réunion de candidatures, l'association « Aux Captifs la Libération », a adressé à la coordination du Collectif une demande (avec lettre de candidature, rapport d'activité et statuts) de rencontrer prochainement le Collectif afin de présenter sa candidature pour être membre du Collectif.

A suivre

L'association « Aux Captifs la Libération » est invitée à la prochaine réunion du Collectif, le mardi 1^{er} décembre 2015, à 10h, pour présenter sa mission, en particulier dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains, pourquoi veut-elle rentrer dans le Collectif, ce qu'elle en attend et ce qu'elle peut y apporter.

L'association « AFJ » demande si des associations travaillant en province (Bordeaux ? Nantes ? etc.) ont demandé à intégrer le Collectif Ensemble contre la Traite des êtres humains, jugeant cet élargissement très intéressant. Pas encore à ce jour, indique la coordinatrice du Collectif.

Le CCEM demande que chaque association membre du Collectif Ensemble contre la Traite des êtres humains veille à communiquer son rapport d'activité afin qu'il puisse être consulté en ligne sur le site du Collectif.

A suivre :

Chaque association doit communiquer au secrétariat du Collectif le document en PDF ou le lien en ligne permettant d'accéder directement à son dernier rapport d'activité. A ce jour il en manque encore plusieurs.

2. RENCONTRES INSTITUTIONNELLES : SUITES A DONNER

2.a. Avec le Conseiller Police et le Conseiller Immigration et Asile, au Cabinet du Ministre de l'Intérieur

Suite à la rencontre du 22 juillet 2015, au Ministère de l'intérieur, avec Raphaël Sodini, Conseiller Immigration et Asile au Cabinet de Bernard Cazeneuve, Ministre de l'Intérieur à propos de l'instruction du ministère de l'intérieur du 19 mai 2015 sur les conditions d'admission au séjour de ressortissants étrangers victimes de la traite des êtres humains ou de proxénétisme, le Collectif doit poursuivre le travail de plaidoyer sur les points retenus lors de cette rencontre.

A suivre

Pour la prochaine réunion du Collectif, avancer sur ces points :

- *Le référent préfecture : quel contact a-t-on avec les préfectures ? N'y a-t-il que Marseille qui ait cette organisation ? [CCEM, OICEM et SOS Esclaves].*
- *La question des mineurs [AFJ et Hors la Rue et Secours Catholique].*
- *La question de Calais : bien différencier trafic de migrants et traite des êtres humains. Etudier le rapport de Jérôme Vignon [Secours catholique].*
- *La question de la formation [AFJ et ECPAT France]*
- *La convention-cadre nationale entre le ministère de l'Intérieur et les associations qui travaillent sur la traite des êtres humains afin de faciliter leur implication au niveau régional et départemental [CCEM].*

2.b. Avec le Cabinet du Président de la République

Une autre rencontre a eu lieu à l'Elysée avec Constance Rivière, directrice adjointe du cabinet du Président de la République le 11 septembre 2015. En présence de Françoise Tomé, conseillère du Président de la République pour les affaires juridiques, Claire Escaffre, vice-présidente nationale du Secours Catholique, Geneviève Colas, Secours Catholique – Caritas France et coordinatrice du collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains », directrice de l'ouvrage « Les Nouveaux visages de l'esclavage » et Bernard Stéphan, directeur des Editions de l'Atelier, éditeur du livre « Les Nouveaux visages de l'esclavage ».

Deux propositions ont été formulées par Constance Rivière :

- que dans le courant du mois d'octobre, le Président de la République demande à tous les ministères concernés par la traite des êtres humains une communication au Conseil des Ministres sur les actions entreprises par leurs services pour lutter contre ce phénomène ;
- qu'une rencontre ait lieu entre le Secrétaire général de la Présidence de la République et une dizaine de représentants des organisations de lutte contre la traite des êtres humains.

A ce jour rien de cela n'a été réalisé, à notre connaissance. Toutefois, il faut absolument maintenir cet objectif, même décalé dans le temps.

A suivre

Demander à Constance Rivière qu'une rencontre à l'Elysée réunisse les différents acteurs de la Lutte contre la Traite des êtres humains.

Solliciter les interlocuteurs indiqués par Constance Rivière et d'autres : Murielle Eglin au Ministère de la Justice ; Jérôme Teillard au Ministère de l'Education nationale ; Sébastien Jallet au Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports ; le Ministère des Affaires sociales, de la santé et des droits des femmes ; le Ministère de l'Intérieur et le Ministère des Affaires étrangères...

2. c. Rencontre avec la coordonnatrice de l'Union européenne de la lutte contre la traite des êtres humains

Une rencontre avec Myria Vassiliadou, coordinatrice européenne de la lutte contre la traite des êtres humains a eu lieu le 21 Septembre 2015 à France Stratégie sous la coordination de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme et avec la MIPROF. Plusieurs représentants de ministères étaient présents. La CNCDH animait cette rencontre. OICEM, CCEM, Hors la rue, Ecpat France, Mouvement du Nid, Amicale du Nid, Secours Catholique - Caritas France,... étaient présents. Myria Vassiliadou a pris la parole la plus grande partie de la réunion. Cette rencontre a été jugée décevante par les membres du Collectif présents par manque de débat sur les questions clés de la mise en œuvre du plan de travail de la France en matière de lutte contre la traite des êtres humains.

A suivre

Profiter de la rencontre de la Plateforme de la société civile à Bruxelles des 20 et 21 octobre 2015 et des moments informels pour transmettre à Myria Vassiliadou les attentes du Collectif Ensemble contre la Traite des êtres humains.

2.d. Suite du Plaidoyer auprès du Comité des droits de l'enfant de l'ONU à Genève : la traite des mineurs au regard de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant.

Le Président de la République a affirmé qu'il tient à ce que le questionnement du Comité des droits de l'Enfant adressé à la France dans le cadre du « 5^e Rapport périodique de la France sur l'application de la Convention Internationale relative aux droits de l'enfant et de ses protocoles additionnels » donne lieu à un travail réellement approfondi et plus sérieux que lors des rapports précédents.

Dans la suite de cette démarche, Alexis Rinckenbach, Chef du bureau des affaires européennes et internationales à la Direction générale de la cohésion sociale, au Ministère des affaires sociales et de la santé, a demandé à rencontrer les associations présentes à Genève. En effet, sa direction prépare la prochaine audition de la France par le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, prévue à Genève en janvier prochain. Le Secours Catholique - Caritas France et Hors la rue (associations du Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains » qui ont participé à la rencontre à Genève en juin 2015) ont rencontré Alexis Rinckenbach le mercredi 7 octobre 2015. Ils ont présenté le rapport alternatif du Collectif en insistant sur le rôle de la société civile et celui des institutions pour combattre la traite, disant que c'est la première fois qu'un tel rapport sur la traite des mineurs en France était ainsi présenté au Comité des droits de l'enfant et que cela était essentiel car ce sujet méconnu est très mal pris en compte en France. Des sujets spécifiques ont été abordés : le fait que la traite des mineurs ne se limite pas à l'exploitation sexuelle, la question des enfants vivant en bidonville, la mauvaise prise en charge des mineurs isolés étrangers potentielles et victimes de traite, la diversité de prise en charge selon les départements, le manque de formation des acteurs (police, justice, éducation...), les limites de la détermination de l'âge, la prise en charge des jeunes adultes, le fait que des mineurs victimes, en France, soient considérés comme délinquants, l'importance du rôle d'administrateur ad hoc ou tuteur (« *guardianship* ») pour garantir une prise en charge adaptée des mineurs, la faiblesse des moyens budgétaires et le manque de perspective dans la durée et au niveau géographique y compris pour des projets pilotes, des formes spécifiques de traite (mariage forcé, arrangé...). Le rôle de la Commission européenne a été souligné comme ayant servi d'aiguillon à la France pour avancer dans le domaine de la lutte contre la traite. Le rôle du Conseil de l'Europe a été relevé aussi... Mais un problème de coordination entre toutes ces instances et de volonté politique a été souligné : la traite des êtres humains est de la responsabilité non plus d'un ministère mais d'un secrétariat d'Etat et le coordinateur national a quitté son poste et n'a pas été remplacé.

Puis l'ensemble des associations ayant participé à la rencontre avec le Comité des droits de l'enfant à Genève en juin 2015 ont rencontré Florence Rossignol le 12 novembre 2015 pour préparer l'échéance de janvier 2016 où le gouvernement français sera entendu par le Comité des droits de l'enfant (les 13 et 14 janvier 2016). Concernant la traite des êtres humains, les mêmes sujets ont été abordés. Le 15 octobre 2015, le gouvernement a adressé ses réponses aux questions du Comité. La procédure devant le Comité prévoit la possibilité pour les participants à la pré-session d'adresser des observations

complémentaires au Comité des Droits de l'Enfant avant le 15 décembre 2015, date limite fixée par le Comité, lesquels seront susceptibles d'orienter les débats.

A suivre :

Lundi 30 novembre, de 14h à 16h, réunion organisée par le défenseur des droits, la défenseure des enfants, en vue d'échanger nos observations sur les réponses du gouvernement concernant la mise en oeuvre par la France de la Convention Internationale relative aux droits de l'enfant et de ses protocoles additionnels ; et d'identifier les points sur lesquels nous souhaitons apporter des éléments complémentaires au Comité des droits de l'enfant de l'ONU. Les associations qui avaient participé à l'étape précédente avec la défenseure des enfants en juin pour le Collectif sont invitées à indiquer à la coordination du Collectif à genevieve.colas@secours-catholique.org leur disponibilité avant le 20 novembre 2015 : Secours Catholique - Caritas France, Hors la rue, OICEM, ECPAT, Amicale du Nid, AFJ) ; le COFRADE et l'ACPE participent aussi à cette démarche.

2.e. Participation aux groupes de travail de la MIPROF, mission interministérielle ayant en charge la question de la traite des êtres humains

Le 24 septembre 2015, au cours d'une réunion de la MIPROF de 3 heures, plus de 2h30 ont été consacrées aux violences faites aux femmes. A l'ordre du jour : un outil sur les violences faites aux femmes, et la préparation du colloque annuel du 20 novembre 2015.

Sylvie O'Dy du Comité Contre l'Esclavage Moderne – CCEM constate que **dans le groupe « Violences faites aux femmes », elle est la seule à représenter la lutte contre la traite des êtres humains**. Sur ce sujet, peu de choses ont été dites.

Le groupe sur la lutte contre la traite à des fins d'exploitation au travail

Un groupe sur la traite des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail a été constitué (avec le Ministère du Travail, Tracfin, les Petites et Moyennes Entreprises, l'Inspection du travail...). « Nous sommes extrêmement en retard en France dans cette lutte ». Il y a eu trois réunions, mais « on constate que depuis le départ du coordinateur de la lutte contre la traite des êtres humains, Eric Panloup, il n'y a plus de réunions... » remarque Sylvie O'Dy. Elle va redemander une réunion...

Un conseiller technique issu de la gendarmerie devrait remplacer Eric Panloup, mais à notre connaissance, personne n'a été nommé à ce jour.

Le groupe sur La lutte contre la traite des mineurs

Un groupe de travail a été constitué sur la mise en place d'une expérimentation d'un dispositif de protection des mineurs victimes de traite, basé sur leur éloignement géographique et leur prise en charge par des éducateurs spécialisés sur le modèle du dispositif Ac.Se pour les majeurs. Il est destiné à des mineurs exploités à des fins de commettre des délits ainsi qu'aux mineurs victimes de traite à des fins d'exploitation sexuelle.

Il comprend des membres du ministère de la Justice, de l'Intérieur, le secrétaire général du comité interministériel de prévention de la délinquance –SG CIPD, le parquet de Paris, la mairie de Paris, le ministère de l'éducation nationale, la Direction Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement - DIHAL.

Hors la rue et le Secours Catholique sont invités à y participer.

Un projet – présenté comme projet pilote - va être expérimenté : il prendra en charge cinq jeunes en permanence (donc sur une année une dizaine environ).

Plusieurs remarques de membres du collectif :

Ce projet constitue une avancée dans la mesure où aujourd'hui rien de tel n'existe. Chaque institution concernée semble prête à faire le nécessaire pour la réussite de ce projet (y compris l'Aide Sociale à l'Enfance peu impliquée jusque-là au niveau de la lutte contre la traite des êtres humains).

Cependant, le nombre de place paraît désuet par rapport aux besoins. La demande devrait couvrir 24h/24, mais Hors la rue qui est appelé à le mettre en œuvre n'a pas de salariés 24h/24. Il s'agit d'une expérimentation parisienne, mais appelée à s'étendre en province en fonction du résultat. La limitation à certaines formes d'exploitation sera à revoir par la suite. Ce projet est prévu pour un an.

Le groupe sur la traite à des fins d'exploitation sexuelle

Magali Poirier présente l'expérimentation d'un groupe d'accueil pour des victimes d'exploitation sexuelle qui se met en place avec l'AFJ comprenant accueil sécurisant et accompagnement pour des femmes en processus d'autonomisation. Un appartement de six pièces (dans Paris) avec un salarié à mi-temps pour l'accompagnement. Ce n'est pas un accueil avec éloignement géographique ; il serait réservé à des femmes qui ne souhaitent pas être éloignées. Ce projet serait triennal. Magali regrette que le travail sur ce projet se fasse dans de mauvaises conditions : « trop d'interlocuteurs ; si on est averti d'une réunion, c'est dans des délais très courts ; on a dû écrire un projet en peu de temps, ce n'est pas simple ; et puis on nous demande de communiquer le projet sans nous inviter à la réunion (« on s'est imposé à cette réunion »). De plus, la Miprof a été totalement absente de ce projet ».

Les groupes sur l'élaboration d'outils de formation pour les professionnels

Nous n'avons pas d'information à ce sujet depuis le début de l'été.

Le groupe de travail pour le développement des données statistiques sur la traite des êtres humains

Ce groupe a été mis en place sous l'égide de l'Observatoire National de la Délinquance et des Réponses Pénales (ONDRP). Il s'agit de créer des indicateurs spécifiques et permanents de lutte contre la traite des êtres humains qui amèneraient à la construction d'une base de données « victimes ».

Le Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains » a publié un communiqué pour la Journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains du 18 octobre 2015 dans lequel il regrette la disparition au sein de la MIPROF de la fonction de coordinateur de lutte contre la traite des êtres humains. Et il a demandé que la traite des êtres humains soit rattachée au premier Ministre et non plus au secrétariat d'Etat au droit des Femmes afin que toutes les victimes et toutes les formes de traite des êtres humains soient mieux prises en compte.

A suivre

Inviter à la réunion du Collectif les représentants de la MIPROF et ceux de la CNCDH, chacun séparément, début 2016.

3.LA TRAITE DES MINEURS EN FRANCE

3.a Rencontres avec les réalisateurs Guido Freddi et Ilaria Borelli, en vue d'un court-métrage sur la traite des mineurs en France avec « Les Yeux Ouverts »

Le groupe de travail pour l'élaboration du scénario d'un court métrage sur la traite des mineurs s'est réuni trois fois et le scénario rédigé par Guido Freddi est maintenant finalisé : trois parties d'environ 7 minutes qui s'entrecoupent sur la traite des mineurs à des fins d'exploitation sexuelle, à des fins d'esclavage domestique, à des fins d'obligation à voler.

Il reste à organiser le casting, à choisir les lieux de tournages (des lieux avec possibilité d'accueillir l'équipe de tournage et les mineurs dans la deuxième quinzaine de décembre), le tournage lui-même. Le titre est encore à déterminer. La musique et le montage étant prévus d'être finalisés pour mi-janvier.

De plus, des outils complémentaires à la vidéo sont à créer : un dépliant informatif sur la traite des mineurs en France et en lien avec la France, un outil sur le repérage et l'identification des enfants victimes de traite, un guide pédagogique en lien avec le court-métrage pour les enseignants et les éducateurs selon les âges, une bande dessinée basée sur le scénario et

permettant d'aller plus loin dans la connaissance et les échanges avec différents publics, un document avec photos du tournage, un prolongement sur facebook et les réseaux sociaux.

Il faudra revoir avec la CNCDH comment ces outils pourraient être présentés à l'occasion de la sortie du premier rapport de la CNCDH sur le plan national de lutte contre la traite des êtres humains.

A suivre

La prochaine rencontre aura lieu le jeudi 3 décembre 2015, à 9h30, au Secours Catholique, 106 rue du Bac 75007 Paris.

4. JOURNÉE EUROPÉENNE DE LUTTE CONTRE LA TRAITE DU 18 OCTOBRE 2015

Le communiqué à l'occasion de cette journée a été publié sur le site du Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains ». Il a été relayé par différentes organisations membres et institutions (telle la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme qui l'a repris intégralement sur son site) et journalistes.

A suivre

Le communiqué est en ligne sur le site du Collectif.

5. INFORMATIONS SUR DIVERS COLLOQUES, FORMATIONS SUR LA THÉMATIQUE « TRAITE DES ÊTRES HUMAINS »

5.a Rencontre du réseau Coatnet (Chrétiens contre la traite des êtres humains), dont le Secours Catholique est membre du Comité de pilotage, à Paris, les 9-10-11 Novembre 2015

Cette rencontre, prévue initialement au Nigeria, a dû être déplacée et une rencontre du réseau Coatnet en Afrique est maintenant programmée pour 2016.

Coatnet est un réseau mondial d'organisations chrétiennes contre la traite des êtres humains. Il a été créé pour faciliter les échanges d'informations et est coordonné par Caritas Internationalis. Les organisations membres ont mis en place des aides spécifiques pour protéger les victimes en leur proposant un lieu sûr et une aide sociale, médicale, psychologique et juridique individuelle. Le Secours Catholique a contribué dans ce cadre à la rédaction de documents de plaidoyer concernant la Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains du Conseil de l'Europe (avant et après son adoption et sa ratification). Une cinquantaine de personnes de 35 pays ont participé à cette rencontre.

Une soirée « ouverte » autour du film « Retour à la Vie » sur le thème de la traite des mineurs au Cambodge a eu lieu le 10 novembre 2015 dans les locaux de la Conférence des Evêques de France, avenue de Breteuil 75007. 110 personnes y ont participé, permettant un échange entre personnes de 35 pays.

A suivre

Des partenaires des réalisateurs et du Secours Catholique tels Caritas Albanie, Arménie, Kosovo, Bosnie-Herzégovine, Slovénie, Taiwan... traduisent actuellement le film, afin de le présenter dans leur pays (réseaux associatifs, festivals des droits de l'Homme...). Si d'autres associations du Collectif ont des réseaux dans ces pays, il peut être intéressant qu'ils s'associent sur place pour faire connaître le film et défendre la cause des victimes de traite.

Associations présentes à la réunion du 10 septembre 2015

AFJ : Yolanda Guttierrez et Magali Poirier **CCEM** : Sylvie O'Dy et Mona Chamass - **Ecpat France** : Eleonore Chiossone - **Hors la Rue** : Bénédicte Cabrol - **Mouvement du Nid** : Pierre Albert - **SOS Esclaves** : Anick Fougeroux - **Secours Catholique-Caritas France** : Geneviève Colas pour la coordination du Collectif, Marie-Elisabeth Lafaille, chargée de thématiques.

Calendrier d'événements autour de la traite des êtres humains :

Evénements passés

Lundi 12 octobre, Session de sensibilisation par le CCEM auprès du Centre La Clairière

Lundi 12 octobre 10h-12h, Journée de sensibilisation par AFJ à la Mairie du XIXe sur les « Victimes invisibles »

Dimanche 18 Octobre 2015 : Journée européenne de lutte contre la Traite des êtres humains

Lundi 19 octobre, Journée de sensibilisation par AFJ des services sociaux 75019 à la traite à des fins d'exploitation sexuelles

5 novembre 2015 : Journée de sensibilisation par le CCEM des services sociaux 75018 à la traite à des fins d'exploitation par le travail

9-10-11 novembre 2015 : Rencontre Coatnet à Paris avec le Secours catholique, membre du groupe de pilotage de ce réseau mondial

Evénement à venir

25 novembre 2015 : Fondation Jean et Jeanne Scelles : rencontre en lien avec la traite à des fins d'exploitation sexuelle et concours de plaidoyerie

Rédaction du compte-rendu : Marie-Elisabeth LAFAILLE-MAYOL
Coordination du Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains » : Geneviève COLAS